

Loi immigration : à qui profite la peur ? Des moyens pour accueillir les migrant-es pas pour les criminaliser !

Union syndicale Solidaires

Le gouvernement vient de lancer de soi-disant consultations et des débats sur une énième loi sur l'asile et l'immigration (la 28ème depuis 1986, la seconde d'un gouvernement Macron) et à mesure que celle-ci se précise, nos craintes et notre opposition se renforcent. Le ressort unique, celui de la xénophobie, le rejet et de la peur de l'étranger, permet de faire des immigré·es des boucs émissaires faciles.

Les exilé·es fuient la guerre, la misère ou les crises écologiques, conséquences d'années de politiques néolibérales au profit des gouvernements et des entreprises capitalistes et colonialistes.

Le but de cette énième loi ne fait aucun doute : **accueillir le moins possible, réprimer et expulser le plus grand nombre. Rien de bien nouveau : trier les sans-papiers, les considérer comme de la main d'œuvre, corvéable à merci par les patrons, avec une nouvelle carte, annuelle, des plus précaires, les cantonnant dans les métiers dits sous tension, sans possibilité de changer de secteur d'activité.** De plus, une frange de population sans papiers ne serait ni régularisable ni expulsable, maintenue sous OQTF et sous IRTF pendant non plus 1 mais 3 ans. Cela les mettrait encore plus longtemps à la merci des prédateurs patronaux en mal d'exploitation. Pour les autres, celles et ceux qui sont en situation régulière, on

leur demandera de prouver qu'ils et elles sont « intégrés·es » avant de leur concéder une carte de séjour pérenne pour vivre et travailler sereinement et dignement : une carte pluriannuelle voire une carte de résident.

En citant Jacques Bainville, figure antisémite de l'Action Française, ou en assimilant délinquance et immigration, le ministre Darmanin ne fait que donner des gages à l'extrême droite. Le débat se tient dans un contexte nauséabond avec une extrême droite très présente dans les débats et dont les propos et les mensonges sont distillés sans complexe par des médias, et en premier lieu par ceux du milliardaire Bolloré. Cette parole décomplexée libère, depuis de trop nombreux mois, les groupuscules d'extrême droite qui attaquent dans de nombreuses villes les mobilisations unitaires et les organisations syndicales ou politiques sans aucune retenue.

Ce monde-là, nous n'en voulons pas.

Le gouvernement ne veut pas entendre nos revendications d'accueil immédiat et sans condition des exilé·es. Nos camarades sans-papiers des trois piquets de grève de DPD, Chronopost et RSI depuis un an le savent bien. Par leur combat, avec l'arme de la grève, ils démontrent comment un système capitaliste ne peut fonctionner qu'avec une main d'œuvre qu'il espérait corvéable à merci. Ils démontrent, avec ténacité et courage, leur volonté d'obtenir le droit légitime de vivre pleinement sur le territoire. Il est plus que temps d'accéder à leur demande de régularisation !

Le 6 décembre, durant le premier débat à l'Assemblée Nationale, une première riposte unitaire s'est mise en place, avec des collectifs de sans-papiers, des associations, des ONG et Solidaires en interpellant les député·es qui ont bien voulu nous rencontrer, puis avec un rassemblement massif et festif.

Cette riposte doit se poursuivre et s'étendre. C'est ce que nous construisons avec la Marche des Solidarités avec des mobilisations qui auront lieu partout sur le territoire le 18 décembre pour la journée internationale pour les droits des migrantes et des migrants. A Paris la manifestation partira à 11h de Porte de la Chapelle.

Solidaires continuera partout à dénoncer cette politique de l'immigration jetable, et appelle à construire un cadre unitaire large pour revendiquer haut et fort, toutes et tous ensemble, la liberté de circulation et d'installation avec une véritable politique d'accueil.

Pour gagner, la riposte doit s'amplifier !